

\$15,000. Au Manitoba, 11 p. 100 des personnes touchant des revenus de \$9,000 à \$9,999 participaient à un régime enregistré d'épargne-retraite, en comparaison de 48 p. 100 pour les citoyens ayant un revenu de \$20,000 à \$25,000. La raison est très simple: les personnes qui ont un revenu moyen et élevé ont plus de chance d'épargner, et par conséquent de payer moins d'impôt.

Il faut dévoiler ce truc du gouvernement pour ce qu'il vaut, et il ne vaut pas grand-chose pour les gens à revenu modéré et faible. Mais il aide certainement les gens à revenu moyen et élevé. Je crois qu'il faut obliger le ministre à dire quel effet exact cette mesure aura sur l'offre de fonds hypothécaire, quand les fonds sont probablement déjà à la banque. Les banques et les sociétés de fiducie emploient ces fonds. Alors, comment cela peut-il augmenter l'offre ou faire baisser le prix des maisons?

● (1550)

Ce matin, je posais au ministre des Finances certaines questions relatives à la situation du logement en Ontario. Le ministre du Logement de cette province déclare en effet que les réductions massives effectuées dans les programmes fédéraux de logement interviendront directement sur le nombre des mises en chantier de logement sociaux et de retraités dans la province. On pouvait en effet lire les propos suivants du ministre ontarien du Logement dans le *Globe and Mail* de ce matin:

Les crédits destinés aux logements sociaux ont été réduits de 78 à 50.4 millions de dollars dans le budget fédéral. Les hypothèques fédérales accordées aux coopératives de logement qui construisent des immeubles locatifs s'établiront à 55.8 millions de dollars, alors qu'elles étaient de 65 millions l'an dernier—toutefois, en ce qui concerne les logements vendus, elles recevront 15.9 millions de dollars, contre 10 millions l'an dernier.

D'autre part, le gouvernement fédéral va réduire à 35 millions de dollars le montant destiné au remembrement et à la promotion immobilière, qui était de 55 millions l'an dernier.

Alors que les programmes du gouvernement fédéral nuisent aux logements sociaux, aux logements coopératifs et au remembrement foncier, le ministre cherche à présenter ce régime enregistré d'épargne-logement comme la panacée qui remédiera à la crise du logement au Canada. Selon lui, il s'agit d'une mesure révolutionnaire. Mais ce n'est en réalité qu'un truc puisé dans sa collection d'astuces. J'avais toujours considéré le ministre des Finances comme un libéral bleu, mais il tourne au rouge. Monsieur le président, ce n'est pas là la façon de devenir un libéral rouge. Dieu merci il n'est pas néodémocrate, parce que ce n'est sûrement pas là le programme que nous aurions présenté pour remédier à la crise du logement.

Quand le chiffre des mises en chantier tombe à 170,000 en novembre, décembre et janvier, alors qu'il en était prévu 210,000, le gouvernement devrait s'occuper de rectifier le tir. Le ministre ne peut sûrement pas prétendre que cette mesure va augmenter l'injection de capitaux dans le secteur hypothécaire et mettre un terme au ralentissement des mises en chantier, et abaisser le coût de l'argent? J'aimerais qu'il nous explique comment ce programme va entraîner une hausse des mises en chantier, et une baisse du prix du logement.

Le ministre a essayé d'éviter cette question ce matin lorsque je lui ai parlé de la baisse sérieuse enregistrée du remembrement foncier, les logements coopératifs et les logements sociaux en Ontario. Le ministre aide à établir le budget de la SCHL et à répartir cet argent, mais ce matin il n'était pas au courant des graves baisses enregistrées dans les trois groupes dont j'ai parlé. Quelqu'un doit en assumer la responsabilité et si ce n'est pas le ministre

### Droit fiscal

d'État aux Affaires urbaines il faut que ce soit le ministre des Finances. J'aimerais qu'il nous dise comment cette mesure va aider à augmenter les fonds hypothécaires, à accroître le nombre de mises en chantier et à faire baisser le coût du logement.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur le président, le député a entendu citer à plusieurs occasions les initiatives du ministre d'État aux Affaires urbaines. Lorsque nous aurons terminé ce bill, nous passerons à la loi sur le programme d'aide pour l'acquisition d'une maison et à un certain nombre des autres mesures qui par ricochet permettront à l'entreprise privée d'entrer sur ce marché. Cela aidera le marché du logement de deux façons. Ce n'est pas une panacée et nous ne l'avons jamais prétendu. C'est simplement une mesure pour aider surtout les jeunes à épargner pour s'acheter une maison. Ce faisant, elle transforme une partie de la consommation en épargne. Elle stimule la demande de logement qui s'est ralentie et les fonds investis dans ce régime seront sans aucun doute réinvestis dans le marché des hypothèques, ce qui fournira davantage de fonds pour les hypothèques et fera baisser les taux d'intérêt.

**M. Gilbert:** Le ministre peut-il nous dire ce qui lui garantit que l'argent investi dans le régime enregistré d'épargne-logement servira pour des hypothèques. Je ne vois rien qui le garantisse dans la loi et je crois que les banques et les compagnies de fiducie vont investir cet argent dans les placements les plus intéressants. Elles ne vont certainement pas l'investir dans le régime d'aide pour l'acquisition d'une maison.

Il s'accumulera si peu d'argent au cours de la première et de la deuxième années qu'il ne vaut même pas la peine de s'en occuper. La meilleure méthode serait sûrement d'obliger les banques, les compagnies de fiducie et les compagnies d'assurances à investir un certain pourcentage de leurs portefeuilles dans le logement. Le gouvernement pourrait alors se spécialiser dans les logements sociaux, les logements coopératifs et le remembrement foncier au lieu de prendre les mesures qu'il prend pour le moment et qui sont plutôt négatives.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Monsieur le président, c'est exactement ce que nous croyons qu'il arrivera avec l'augmentation des prêts hypothécaires consentis par les banques, les compagnies d'assurances et les sociétés de fiducie. En passant, les sociétés de fiducie ont affirmé que les fonds de cette source seront surtout investis sur le marché des hypothèques, car elles sont attirées par les taux d'intérêt plus élevés et les subventions accordées dans le cadre du PAAM, pour les réduire à des taux de faveur pour les personnes qui doivent recourir au programme d'aide à l'acquisition d'une maison. Le député devrait se rappeler que le marché privé des hypothèques est passé de 2 à 6 milliards de dollars en quatre ans. Je tiens à l'assurer que cela pourrait fonctionner encore mieux qu'il ne l'espère et nous aurons cet argent à consacrer aux logements sociaux.

Monsieur le président, il y a eu consultation entre les partis, et comme il est près de quatre heures et que le bill ambitieux du député de Hamilton-Wentworth pourrait ne pas prendre trop de temps, s'il termine...

**M. Fairweather:** Le bill du député est-il ambitieux?

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Tout ce que le député touche a un petit quelque chose de spécial!

**Des voix:** Expliquez-vous.